

---

H-France Review Vol. 23 (September 2023), No. 160

Guillaume Blanc, Mathieu Guérin, et Grégory Quenet, eds., *Protéger et détruire. Gouverner la nature sous les tropiques (XX-XXIe siècle)*. Paris : CNRS Éditions, 2022. 381 pp. €25.00 (pb). ISBN 9782271144256.

Compte rendu par Odile Goerg, Université Paris Cité-Centre d'Études en Sciences Sociales sur les Mondes Africains.

Cet ouvrage collectif est dirigé par trois historiens associant leurs compétences pour rassembler des contributions portant sur un vaste domaine dont le sous-titre énumère les caractéristiques : le thème, le lieu et la période.

La thématique tout d'abord : la « nature », terme polysémique s'il en est et daté historiquement, fait l'objet d'un regain d'intérêt contemporain, [1] non qu'elle ait été négligée auparavant comme en témoigne la « riche littérature » existante (p. 17, introduction de Guillaume Blanc), mais bien parce que l'accélération des dérèglements climatiques et de la dégradation des écosystèmes poussent à voir de plus près la genèse, la filiation et surtout l'impact des décisions humaines sur son devenir.

La notion de « tropiques » ensuite, alias « les Suds », variante employée dans le projet de recherche qui est au fondement de cette publication, qui renvoie, au-delà de sa définition climatologique, aux représentations du monde colonial. Et c'est bien de cela qu'il s'agit, limité toutefois à l'Afrique et à l'Asie, mais étendu ponctuellement au Proche-Orient.

La période finalement, circonscrite aux XX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles, mais s'inscrivant dans un héritage plus ancien. La question des continuités est donc posée ici à l'instar d'autres chercheurs qui ont montré, pour divers sujets et depuis de nombreuses années, que les ruptures politiques (colonisation, indépendance, régime autoritaire, démocratie) ne reflètent en rien les changements sur les autres plans : social, économique, culturel, etc. Ceci s'applique aux directives concernant les milieux dits naturels et à leurs initiateurs, théoriciens et praticiens. Ainsi au fil des années, les politiques et les regards changent imperceptiblement sous l'influence de facteurs internationaux mais aussi locaux : les fonctionnaires coloniaux se muent en experts [2] puis en consultants ; les institutions internationales (ONU, FAO, UNESCO, WWF-ONG créée en 1961, par exemple) prennent le pas sur les autorités coloniales sans forcément changer le ton ou s'éloigner d'injonctions venues d'ailleurs.

À ces trois termes, il faut ajouter « gouverner » qui précise l'approche adoptée ici, partant du haut, c'est-à-dire des mesures prises par les autorités ou les institutions, voire des Organisations

non-gouvernementales (ONG), et ne mentionnant que marginalement les actions ou réactions des populations, leurs modes de gestion de l'environnement antérieurs, leurs tentatives de lutte ouverte ou de résistance passive contre les expropriations et les contrôles divers qu'elles subissent et dont les archives judiciaires, par exemple, témoignent abondamment.[3] Ne sont guère évoqués non plus les intermédiaires ou informateurs locaux qui participaient activement à cette gouvernance de la nature et qui auraient trouvé leur place dans une perspective valorisant les acteurs africains, dans ce cas agents administratifs autant que paysans-chasseurs, comme cela a été démontré dans bien d'autres domaines (recueil de sources historiques endogènes, cartographie).[4]

L'ouvrage rassemble treize contributions, d'auteurs anglophones comme francophones, aux disciplines et perspectives variées. Je ne peux ici rendre compte de la diversité des cas étudiés ; j'évoque les axes principaux, transversaux, et souligne certains apports majeurs ou novateurs. Certains chapitres abordent une colonie ou un pays spécifique ; d'autres optent pour une approche biographique ; d'autres encore sont centrés sur une institution. L'ouvrage nous fait ainsi voyager d'Afrique (Tanzanie, Mozambique, Côte d'Ivoire, Gabon, les Seychelles) en Asie (Vietnam, Malaisie, Singapour, Inde) en passant par les mandats sur le Liban et la Syrie. Les modes de gouvernement de la nature, pour reprendre l'expression du sous-titre, y sont toutefois unifiés par la certitude que la « science » occidentale (impérialiste, coloniale puis transitant par des organismes internationaux et des ONG bien intentionnées) prime et par le fait que les décisions sont toujours prises d'en haut, par les autorités politiques au sein de leurs conseils puis ministères ou au cours de conférences et conventions dites internationales. Sur place, les agents responsables de l'application des mesures édictées ont toutefois une marge de manœuvre contrainte du fait de la pression des colons, de l'avidité des chasseurs de trophées ou des lobbys financiers (forestiers, propriétaires de ranchs, etc.) et, plus rarement, d'élites locales comme les sultans en Malaisie (p. 79) ou les militants conservationnistes (Inde).

Dans l'introduction, G. Blanc propose une périodisation qui verrait s'enchaîner trois phases, s'annonçant et se chevauchant : aux réserves de chasse (1900-1930) succèdent les parcs nationaux (1930-1980) pour aboutir après 1980 à la conservation communautaire (p. 16). Au fil des contributions, cette périodisation, forcément schématique, est largement nuancée selon les pays tandis que, même durant la dernière phase, la concertation avec les habitants reste rhétorique : quelle que soit la forme de l'État et du discours manipulé, la gestion de la nature renvoie avant tout au contrôle par le haut comme le résume Rozenn Nakanabo Diallo, à propos du Mozambique : « Le pouvoir considère les aires de conservation [...] comme des outils symboliques de la domination et comme des atouts économiques » (p. 324). Dans ces politiques d'inspiration initiale occidentale, quels qu'en soient les atours spécifiques, et *a fortiori* en situation coloniale ou néocoloniale, l'écart entre les discours et les pratiques sur le terrain est constant et les jeux entre les acteurs complexes. Le pouvoir décide, sans réelle concertation avec les populations concernées dont les savoirs et les expériences concrètes sont négligées, voire méprisées. Le postulat, valable en fait pour tous les aspects de la politique coloniale, notamment dans le domaine proche de l'agronomie, ou pour les mesures des États qui prennent le relais, repose sur l'idée que les paysans ou chasseurs-cueilleurs ne savent pas prendre soin de leur environnement, le surexploitent et le détruisent. Il faut donc s'en méfier, ce qui vire parfois à leur criminalisation, les éduquer, les contrôler et bien souvent les expulser des zones préservées. La stratégie de « mérisation », à savoir l'élevage à la bergerie de Rambouillet et l'envoi des moutons mérinos, illustre cette attitude tout comme la politique nationaliste en Inde prônée par Indira Gandhi. Que ces politiques échouent n'a rien d'étonnant mais il est très intéressant de

noter les changements de paradigmes (notion de « conservation forteresse », valorisée récemment mais reprise du modèle du parc de Yellowstone créé en 1872; droits des animaux) ainsi que la diversité des technologies mises en œuvre au fil des décennies. On va ainsi d'un empirisme dénué de connaissances profondes des milieux aux techniques sophistiquées de comptage par satellite, de modélisation informatique et de photographie aérienne (Tanzanie, Gabon). Le diversité des modes de gestion, avec la signature actuelle de partenariats privés-publics, et des financements (poids des apports extérieurs, américains et allemands notamment, pesant sur les choix faits) ressort également des études de cas puisées dans des contextes contrastés dont le point commun est la marque de la colonisation, muée en pression internationale, et la situation sous les tropiques.

Dans cette perspective, plusieurs auteurs mettent l'accent sur les circulations inter-coloniales des personnels : le zoologue Archibald T. A. Richie entre Kenya et Malaisie dans l'entre-deux-guerres, l'agronome Arthur Hugh Banting des années 1930 aux années 1970 en Afrique du Sud, Kenya et Soudan, John Procter du Tanganyika colonial aux Seychelles indépendantes ou encore le couple Joy et George Adamson, auteurs d'ouvrage promouvant, dans les années 1960, un respect de la faune sauvage à travers la lionne Elsa élevée au Kenya.[5] On peut noter aussi la formation en France de forestiers britanniques qui vont ensuite œuvrer dans l'empire, notamment au Proche-Orient. Cette analyse des circulations rejoint les travaux sur l'architecture, l'urbanisme, ou la médecine qui ont mis en évidence, en incluant les Amériques, les transferts d'une aire coloniale à l'autre, sur base d'inspiration européenne, avec d'éventuels effets de retour. Aux trajectoires de ces personnalités métropolitaines s'ajoute le témoignage, rare, de « K », Mozambicain anonymisé, qui a traversé les périodes politiques, passant du terrain comme garde-chasse colonial au ministère de l'Agriculture. Son entretien souligne la richesse des expériences locales, qu'il faut se hâter de recueillir ; son analyse lucide, voire désabusée, atteste également du changement de compétences mobilisées : les vétérinaires sont remplacés par des biologistes ou anthropologues du développement.

Longtemps, la notion de « nature » se résumait en fait à la faune, sur fond d'un éden imaginé, dans la conception des premiers conservationnistes, comme le montre le nom de la Society for the Preservation of the Fauna of the Empire (SPFE), fondée en 1903, devenue Fauna Preservation Society (FPS) en 1950. La première période valorise en effet la chasse, en lui dédiant des espaces réservés. La chasse est alors conçue comme le loisir des élites impériales et non plus comme un moyen de se nourrir ou de réguler un écosystème. Les « grands fauves » et la mythologie de prouesses mâles focalisent l'attention, ce qui suscite de nombreuses recherches, dont l'orientation contemporaine porte sur la violence induite, le virilisme et la dimension genrée de la colonisation.[6] Alertés par le déclin rapide du gibier, les chasseurs, en « bouchers repentis », [7] vont peser pour la création de parcs afin, notamment, de préserver leur butin, sauf au Vietnam et dans les mandats du Liban et de Syrie où aucune aire de préservation ne fut créée au temps colonial.

La notion de « prédation » pourrait servir de fil conducteur tout au long du livre, en changeant de sens mais en gardant la logique de la ponction opérée, que cela soit sous forme de fermes d'élevage (Afrique australe et orientale), d'agro-business, d'exploitation forestière (Côte d'Ivoire, Gabon) ou de safaris et séjours touristiques (Afrique du Sud et orientale, Liban, Mozambique, Seychelles, etc.). On peut signaler aussi la décimation des oiseaux au Vietnam, pour les besoins des modistes (p. 44). Les parcs à gibier ou les techniques de *game cropping* (récolte de gibier) répondent rarement aux espoirs mis dans cette méthode (p. 209 pour l'Afrique australe ; p. 291

pour la Tanzanie). À Singapour, alors que près de 94 pour cent de la couverture forestière a disparu dès les années 1880 (p. 84), l'enjeu porte sur les espèces à favoriser : à forte valeur ajoutée, pour une rentabilisation rapide, ou visant la réhabilitation des milieux (p. 88). Cette tension pèse sur les politiques adoptées. La nature doit en effet être rentable, non réellement pour les populations, mais pour les pouvoirs et les agents économiques qui gravitent autour d'eux. L'analyse sur la longue durée de la politique appliquée au Mozambique, de la colonisation portugaise à un État tardivement indépendant (1975), est un excellent exemple de ces mouvements dialectiques, illustré notamment par le cas du parc national de Gorongosa. Ce pays, confronté à une guerre civile qui accentua l'action prédatrice des militaires sur l'espace tout en désorganisant les services, est le lieu d'affrontements que l'on retrouve ailleurs : entre héritages multiples et volonté de changements ; entre injonctions extérieures et incitations internes ; entre poids de personnalités expertes et inertie bureaucratique ; entre les intérêts des paysans et la rhétorique renouvelée (la gestion se fait désormais au service du « peuple mozambicain ») (p. 302).

De même, les politiques mises en place en Inde hésitent entre l'affirmation de positions en rupture avec les politiques impériales et la conscience de la pression internationale, via des ONG, la prise en compte des tensions entre les villageois, accusés de braconnage et de mauvaises pratiques, et des activistes de la cause animale. Ainsi la transformation des tigres en symbole national, au grand dam des paysans qui subissent leurs ravages et tueries, et la valorisation culturelle des chasses princières ne font que décaler la question de la préservation de la « nature », renforcée par le militantisme de certains urbains, défenseurs des droits des animaux, ces non-humains selon la nouvelle terminologie.

En intitulant l'ouvrage *Protéger et détruire*, les éditeurs scientifiques veulent attirer d'emblée l'attention sur la contradiction intrinsèque qui caractérise, sans surprise, les politiques mises en œuvre et analysées, que ce soit sous la colonisation ou après dans la même lignée : comment préserver la « nature » quand se trouve en filigrane la question de l'exploitation des milieux et de la rentabilité économique ? L'ouvrage se situe de fait dans la lignée contemporaine des questionnements sur la mondialisation des pratiques et des enjeux, celle d'une histoire globale qu'il faut bien évidemment documenter en intégrant l'échelle locale. Le traitement de l'environnement, concept englobant de fait le rural comme l'urbain, ne peut être étudié qu'en se replaçant dans l'optique d'une histoire totale qui envisagerait les politiques dans leur ensemble alors que la pression démographique et l'urgence de la mobilisation des ressources à court terme pèsent de plus en plus. Vaste chantier.

## LISTE DES ESSAIS

Guillaume Blanc, "Introduction. Protéger la nature en Afrique et en Asie: vers une histoire globale à échelle réduite"

Pamela McElwee, "La conservation du 'laissez-faire'. La protection de la nature dans le Vietnam colonial"

Mathieu Guérin, "Mettre sur pied un département de la Faune: l'expertise kenyane en Malaisie"

Timothy P. Barnard, "Forêts impériales et réserves naturelles à Singapour, 1883-1959"

Raphaël Devred, “Conserver et améliorer la nature? Rambouillet, les stations coloniales et l’Afrique coloniale française”

Diana K. Davis, “Une étrange absence. La conservation de la nature dans le Liban et la Syrie sous mandat”

Joseph Hodge, “Entre empire et développement. Vie et carrière de l’ubiquitaire Arthur Hugh Bunting”

Raf De Bont, “Abattre pour conserver. Protéines, organisations internationales et faune sauvage africaine”

William Beinart, “Les Adamson, *Born Free* et la fin de l’ère coloniale: des images qui changent le monde animal”

Grégory Quenet, “La conservation à l’heure des indépendances. Le cas des Seychelles, 1968-1974”

Simone Schleper, “Pister les gnous. Médiation technologique entre humains et faune sauvage au Serengeti depuis les années 1950”

Rozenn Nakanabo Diallo, “Conserver la nature au Mozambique. Relais d’imaginaires et de pratiques depuis l’époque coloniale”

Meera Anna Oommen, “Combats de fauves et larmes de crocodiles. Conflits, espèces charismatiques et professionnels de la nature en Inde”

Johan Oswald, “Représenter l’espace pour structurer le temps. Les fronts de déforestation tropicaux à l’aune des relations entre l’humain et son territoire”

## NOTES

[1] Voir les nombreuses références bibliographiques citées en introduction.

[2] Ce phénomène s’observe dans tous les domaines : cf. Julien Héлары, *Se recycler après l’Empire. Formations et carrières des élèves de l’École nationale de la France d’outre-mer (1945- début du XXI<sup>e</sup> siècle)* (Thèse de doctorat, Université Paris Cité, 2018).

[3] Sokhna Sané, chercheuse sénégalaise, est ainsi passée d’une thèse sur *Le contrôle des armes à feu en Afrique occidentale française : 1834-1958* (Paris and Dakar : Karthala, 2008), comptabilisant notamment les cartouches laissées aux chasseurs africains, à une HDR sur « La politique de la protection de la nature en Afrique occidentale française » (UCAD, Sénégal, 2016, à paraître). Sokhna Sané « Protection de la faune et tourisme cynégétique en AOF : 1900-1960 » *Germivoire* 3 (2016) : 20-37.

[4] Sophie Dulucq et Colette Zytynicki, éd., « Savoirs autochtones et écriture de l’histoire en situation coloniale (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles). “Informateurs indigènes”, érudits et lettrés en Afrique (nord et sud du Sahara) » *Outre-mers* 94 (2006) : 7-14.

[5] Dans la même veine et à la même époque, on pense à Albert Mahuzier et ses *Grandes chasses en Afrique centrale* (Paris : Amiot-Dumont, 1947), ouvrage tiré de sa première expédition en 1947. Il fut l'un des animateurs de « Connaissance du Monde », fondée la même année, véhiculant des visions similaires d'un ailleurs exotique, paradisiaque mais teintées de danger.

[6] Voir, parmi de nombreuses études pour l'Afrique : Lancelot Arzel, *Des « conquistadors » en Afrique centrale : espaces naturels, chasses et guerres coloniales dans l'État indépendant du Congo (années 1880-années 1900)* (Thèse de doctorat, Institut d'études politiques, Paris, 2018).

[7] Richard S.R. Fitter and Peter Scott, *The Penitent Butchers: The Fauna Preservation Society, 1903-1988* (London: Fauna Preservation Society, 1978.)

Odile Goerg

Université Paris Cité-Centre d'Études en Sciences Sociales sur les Mondes Africains

odile.goerg@univ-paris-diderot.fr

Copyright © 2023 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of *H-France Review* nor republication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on *H-France Review* are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172